



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction de la coordination
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées pour
la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE-TD

Arrêté préfectoral prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le site dernièrement exploité par la société Ledrut Follet, 12 rue Pierre Curie à Lomme (59) et sur les parcelles riveraines

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'Environnement, parties législatives et réglementaires, notamment le livre V relatif aux pollutions, risques et nuisances ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1948, autorisant la société Ledrut Follet à adjoindre sur le territoire de la commune de Lomme, un atelier de nettoyage à sec à la blanchisserie;

Vu la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilité – défaillance des responsables ;

Vu l'accord du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire formulé par lettre du 22 janvier 2020 pour charger l'ADEME d'intervenir sur le site dernièrement exploité par la société Ledrut Follet à Lomme et sur les parcelles riveraines ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 10 juin 2020 ;

Vu l'avis de l'ADEME sur le projet d'arrêté de travaux d'office en date du 9 octobre 2020;

Considérant les résultats des évaluations environnementales ayant trait au suivi de la qualité des eaux souterraines présenté dans le rapport du 27 mai 2016 référencé R002-6110510BIL-V02, du diagnostic complémentaire référencé R001-1245294-001BIL-V03 daté du 15 novembre 2017, du diagnostic complémentaire référencé R001-1245294-009BIL-V01 du 29 juin 2018, du diagnostic complémentaire sur l'air ambiant référencé R002-1245294-009BIL-V01 du 28 juin 2019 ayant mis à jour des pollutions aux composés organiques volatils dans les milieux eau souterraine et gaz du sol et air ambiant au droit de l'ancien site Ledrut Follet et des parcelles riveraines ;

Considérant le lien entre les anciennes activités de la société Ledrut Follet et les polluants identifiés ;

Considérant que la société Ledrut Follet a cessé toute activité depuis fin 1969;

Considérant que suite à la disparition de la société Ledrut Follet, ce site est reconnu à « responsable défaillant»;

Considérant que cette situation est de nature à nuire gravement aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement et notamment à la santé publique, la protection de la nature et de l'environnement;

Considérant qu'il y a lieu en application de l'article L.556-3 du code de l'environnement de prescrire la réalisation d'office des travaux nécessaires afin de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code, et de confier ces travaux à l'ADEME, comme la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 susvisée en prévoit la possibilité;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRÊTE

Article 1er

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site dernièrement exploité par la société Ledrut Follet (12 rue Pierre Curie à Lomme), sur le secteur géographique annexé au présent arrêté, à l'exécution des opérations suivantes

- au droit des parcelles présentant des impacts connus : Pour les 2 maisons dont la qualité de l'air est impactée au-delà du seuil R2, des actions seront mises en œuvre pour limiter les remontées de vapeurs et améliorer la qualité de l'air intérieur ; ces actions seront validées par une expertise et engagées de façon graduelle en deux temps selon le niveau de contamination constaté et l'efficacité des premières mesures mises en œuvre ; en outre au droit de la maison située 15 chemin du Romarin, le relogement sera proposé aux occupants, ce qui permettra de stopper leur exposition tout en facilitant la mise en œuvre des travaux ;
- Des investigations environnementales et l'évaluation des risques pour délimiter à l'échelle du quartier l'impact de la pollution dans les eaux souterraines, gaz sous dalle et air intérieur des autres bâtiments du quartier, notamment logements ; cela impliquera une enquête de quartier, le recueil des autorisations d'accès pour procéder à des prélèvements et analyse (COHV et BTEX) d'air intérieur, de gaz du sol et d'eau souterraine. Pour l'air intérieur et les gaz du sol, deux campagnes seront effectuées pour distinguer les fluctuations saisonnières. Pour les eaux souterraines, des ouvrages piézométriques seront implantés pour compléter les ouvrages existants de façon à délimiter l'extension du panache et suivre sa qualité pendant 2 ans à une fréquence semestrielle. Pour l'eau du robinet, des prélèvements et analyses de COHV seront réalisés dans les logements situés Chemin du Romarin ; ils pourront être étendus à d'autres logements du quartier selon le tracé des réseaux.
- Des investigations au niveau de la cour de la résidence implantée au droit de l'ancienne société Ledrut Follet ; ces investigations viseront à caractériser la source de pollution à l'origine de la contamination en PCE et TCE et permettront d'élaborer un plan de gestion en vue de déterminer les meilleures solutions possibles pour maîtriser cette source (traitement, retrait, confinement...).

Article 2 :

L'agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME) est chargée de l'application de la présente décision, d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits qui devront être réalisés à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux propriétaires et dont copie sera adressée aux :

- maire de LOMME,
- Directeur Général de l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie,
- Directeur Général de la prévention des risques
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de LOMME, et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de LOMME, pendant une durée minimum de quatre mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Nord.

Fait à Lille, le **18 DEC, 2020**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas WENTRE

SECTEUR GEOGRAPHIQUE CONCERNE PAR L'ANCIEN SITE LEDRUT FOLLET à LOMME

